



Les algorithmes publics et leurs responsabilités

Simon Chignard - Mission Etalab DINSIC - 8/03/2019

A quoi servent les algorithmes publics ?

Les administrations peuvent par exemple utiliser des algorithmes pour :

Attribuer des droits,
calculer des montants
selon des règles
prédéterminées

Calcul des taxes et des impôts
Attribution de prestations
sociales (allocations familiales)
...

**Réaliser un
appariement** entre
une “offre” et une
“demande”

Gestion de la mobilité des
agents (enseignants)
Accès à l'enseignement
supérieur (Parcoursup)
Attribution de places en
crèches
...

Prédire une situation
ou un risque en
analysant des données

Prédire un risque de
défaillance d'une entreprise
Identifier des cas potentiels de
fraude (fiscale, sociale)
Prédire des cambriolages
...

Aider à la décision
des administrés

Aider à cibler des candidatures
spontanées (La Bonne Boîte)
Simuler le coût d'une
embauche
...

Secteur public / secteur privé : les différences

Par rapport aux algorithmes utilisés par le secteur privé, les algorithmes publics présentent plusieurs spécificités :

Ils sont censés opérer au service de l'**intérêt général**

Ils peuvent aider à exécuter la loi, à **appliquer le droit**

Ils sont souvent **incontournables**

*Ils sont soumis, comme toute autre forme d'action publique, à une exigence de **redevabilité**.*

Ils doivent “rendre des comptes” (article 15 de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen)

Comment “rendre des comptes” ?

Comment les administrations qui utilisent des algorithmes publics peuvent elles “rendre des comptes” à la société et aux individus ... ?

Signaler

En indiquant qu'un
algorithme est utilisé

Décrire

En précisant le
fonctionnement
général

Expliquer ses effets

En expliquant un
résultat individuel

Justifier

En expliquant les
objectifs poursuivis et
le recours à un
algorithme

Rendre accessible

En publiant le code
source ou les
documents

Permettre la contestation

En indiquant les voies
de recours

Comment rendre des décisions plus “justes” ?

Une décision est perçue comme “juste” par les personnes concernées si ...

La procédure est
décrite

Transparence

La procédure est
comprise par les
personnes concernées

Intelligibilité

La procédure a été
appliquée
conformément à la
description

Loyauté

La procédure est
appliquée de la même
manière pour tous

Egalité de traitement

NB: une décision même négative (ie. non-éligibilité à une aide) peut quand même être perçue comme “juste” par la personne concernée.

Les obligations des administrations (1)

Si vous remplissez les conditions suivantes...

Vous êtes une **administration** d'Etat, une collectivité, un **organisme** de droit public ou de droit privé intervenants dans le cadre d'une **mission** de service public*

*Article L.300-2 du CRPA

Vous utilisez un **traitement algorithmique** *

*(suite finie et non ambiguë d'étapes ou d'instructions permettant d'obtenir un résultat à partir d'éléments fournis en entrée**)*

* Articles L.311-3-1, L.312-1-13 et L.311-3-1 du CRPA

** Définition: rapport CNIL décembre 2017

A l'aide de ce traitement, vous prenez des **décisions administratives individuelles*** envers des personnes physiques ou morales, de droit public ou privé nommément désignées**

* Articles L.311-3-1, L.312-1-13 et L.311-3-1-2 du CRPA

** Circulaire Premier ministre du 24 décembre 1997

Le traitement n'est pas couvert par l'un des **secrets** suivants* : délibérations du Gouvernement, défense nationale, conduite de la politique extérieure, sûreté de l'Etat, sécurité publique, sécurité des personnes ou des systèmes d'information, recherche et prévention d'infractions, etc.

* 2° de l'Article L.311-5 du CRPA

Les obligations en matière de transparence des algorithmes ? (2)

... alors vous devez :

Faire figurer une mention explicite

Article CRPA L.311-3-1

Faire figurer en ligne et sur les documents (avis, notifications) une mention précisant:

- Les finalités du traitement,
- Le rappel du droit de communication,
- Les modalités d'exercice de ce droit (CADA).

Fournir une information individuelle

Article CRPA R.311-3-1-2

Fournir à la demande de l'intéressé :

- Le degré et le mode de contribution du traitement algorithmique à la prise de décision,
- Les données traitées et leurs sources,
- Les paramètres de traitement et leur pondération, appliqués à la situation de l'intéressé,
- Les opérations effectuées par le traitement.

Uniquement pour les administrations comptant plus de 50 ETP (agents ou salariés) et/ou 3500 habitants

Fournir une information générale

Article CRPA L.312-1-1-3

Publier en ligne les règles définissant les principaux traitements utilisés dans l'accomplissement de vos missions lorsqu'ils fondent des décisions individuelles.

Voici des cas réels d'utilisation d'algorithmes

Parmi les algorithmes suivants, lesquels doivent respecter les obligations du Code des relations entre le public et l'administration ?

Le Ministère de l'Education nationale met en place un système de gestion de la mutation des personnels enseignants du premier degré

Source :
education.gouv.fr

1

Le département de la Lozère décide de l'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour une personne âgée dépendante.

Source :
pour-les-personnes-agees.gouv.fr

2

Avec le service en ligne La Bonne Boîte, Pôle Emploi aide les demandeurs d'emploi à cibler les entreprises qui vont prochainement recruter sur un territoire

Source :
labonneboite.pole-emploi.fr

3

Au sein du Ministère de l'Intérieur, la Direction générale des collectivités locales calcule la dotation globale de fonctionnement pour les collectivités

Source :
caissedesdepotsdesterritoires.fr

4

La commission d'attribution des logements d'un bailleur social priorise les demandes suivantes de nombreux critères (dont situation familiale, handicap, taille du logement demandé)

Source :
demandelogement35.fr

5

La Direction générale des finances publiques utilise un traitement algorithmique pour cibler les contrôles de lutte contre la fraude fiscale (CFVR)

Source: [Arrêté du 28 août 2017](#)

6

Le centre d'appel de SOS Medecins Grand Paris utilise un algorithme pour classer les appels selon le niveau d'urgence

Source : sosmedecins.fr

7

La Préfecture des Pays de la Loire priorise les demandes de places en crèche pour les fonctionnaires d'Etat

Source:
prefectures-regions.gouv.fr

8